

LORD DUFFERIN ET LE CANADA-FRANÇAIS

Le terme d'office du gouverneur-général de la Puissance du Canada expire bientôt, et la législature de la province de Québec, réunie en session, vient de présenter à lord Dufferin une adresse d'adieu. Dans sa réponse, le vice-roi a su—avec ce tact qui a toujours caractérisé ses actions et ses discours—tracer de main de maître tout un programme au Canada-français :

Je ne crois pas, a-t-il dit, que l'homogénéité des races soit un bienfait sans mélanges pour un pays.

Certainement un des côtés les moins attrayants d'une partie considérable de ce continent, est la monotonie de plusieurs de ses aspects extérieurs, et, selon moi, il est heureux pour le Canada que sa prospérité dépende du travail commun des races différentes.

L'action conjointe de divers éléments nationaux donne à notre existence une fraîcheur, une variété, une couleur, une impulsion éclectique qui manqueraient sans cela ; et ce serait une politique fautive que d'essayer à la faire disparaître.

Mes plus ardents desirs pour cette province ont été de voir sa population française jouer le rôle si admirablement rempli par la France en Europe.

Arrachez de l'histoire de l'Europe les pages brillantes qui rappellent les exploits de la France ; retranchez du trésor de la civilisation européenne la part que la France y a apportée, et quel vide énorme n'aurez-vous pas !

Cette réponse de lord Dufferin a été accueillie avec enthousiasme par tous ceux chez qui bat un cœur français. Le *Courrier des Etats-Unis* disait, en les commentant :

Les paroles du vice-roi du Canada sont si flatteuses pour la France, qu'il est impossible de les laisser passer sans exprimer la satisfaction qu'elles nous causent. Sans nous enorgueillir outre mesure, nous nous réjouissons de l'impression qu'elles ont dû produire sur les populations canadiennes, toujours heureuses et toujours fières de leur origine française. Elles ne feront sûrement que les affermir dans leur attachement à la patrie de leurs ancêtres, en même temps qu'elles mettront à l'aise leur fiabilité à leur nationalité actuelle. La justice rendue à la France par l'Angleterre et les liens sympathiques qui unissent les deux nations, sont les meilleurs sentiments dont puissent s'inspirer les loyaux et chevaleresques Canadiens-français.

Au Canada—nous parlons du Canada-français—l'effet produit par la parole du comte de Dufferin a été encore plus grand. Elle a rappelé à la race franco-canadienne l'importance de son rôle en Amérique, et elle nous a fait faire un retour vers son passé.

N'est-ce pas nous qui avons colonisé la Nouvelle-France, exploré les grands lacs, évangélisé les tribus sauvages, relevé le cours des fleuves de l'Amérique du Nord, et, après avoir escaladé les contre-forts des Rocheuses, poussé jusque sur les bords de l'océan Pacifique ? N'est-ce pas la race canadienne-française qui, par son esprit d'aventure et de découverte, a réussi à faire de toute cette partie du continent américain qui s'étend depuis la mer Glaciale et les solitudes de l'Ouest jusqu'au golfe du Mexique et à la mer Vermeille une terre de France—terre de France grande de quatre cent mille lieues carrées, arrosée par ces mers intérieures qui s'appellent l'Ontario, l'Érié, le lac Huron, le Michigan, le Supérieur, et sillonnée par les plus beaux fleuves du monde, le Saint-Laurent, l'Ohio, le Missouri et le Mississippi ? Cette terre française était la nôtre ; nous l'avions conquise par nos travaux, arrosée de notre sang. Pendant longtemps nous l'avons gardée avec nos seules forces, luttant sans trêve contre des ennemis vigilants et implacables, jusqu'au moment où, retraitant devant l'abandon et le nombre, il nous fallut nous replier lentement sur Québec. Alors vinrent les tristes jours de 1759, et, en s'affaissant sur les plaines d'Abraham, le drapeau de Montcalm couvrit de ses plis le Canada-français. L'Angleterre, croyait-elle, venait de donner le plus digne des suaires à une colonie française morte pour toujours. Elle se trompait. Pour nous, l'époque du recueillement était arrivée : l'esprit de souvenance, le dévouement et la foi venaient, au nom de la France, de se grouper au pied de la hampe brisée du vieux drapeau, et le Canada-français vivait encore.

Pendant cent dix-neuf ans isolés, aban-

onnés de tous, n'ayant aucune relation avec celle qui nous était si chère, nous nous sommes rappelés que nous étions les seuls représentants de la race latine sur le continent nord-américain. Nous avons serré nos rangs, nous efforçant de réparer les ruines de l'invasion, luttant gaiement contre le sort, et écoutant avidement les échos lointains qui venaient apporter quelquefois jusqu'à nos rives le nom béni de notre mère la France. Pendant ce siècle de séparation, notre population allait s'augmentant : elle défrichait, colonisait, apprenait à se suffire à elle-même. Nous n'étions alors qu'une poignée d'hommes ; aujourd'hui, nous sommes 1,500,000 Français, loyaux à l'Angleterre il est vrai, mais ne pouvant non plus oublier ce que nous devons à celle qu'on ne peut, d'après lord Dufferin, "retrancher du trésor de la civilisation sans créer un vide énorme."

Le pourrions-nous, que l'histoire ne le voudrait pas. N'est-ce pas ici, sur cette terre découverte par Jacques Cartier, que Champlain a fondé Québec ; de Maisonneuve, Montréal ; que Joliet et Marquette ont rêvé et résolu un des plus beaux problèmes de la géographie ; que de Beaujeu et de Montcalm sont morts au champ d'honneur ; que de Lévis est venu apprendre à devenir maréchal de France ; que Dollard, à la tête de seize braves, est tombé après avoir lutté pendant dix jours contre toute une armée et avoir sauvé la patrie ; que Jogues, Lallemand, de Brébœuf ont proclamé l'éternité de la vie au pied du poteau de la torture ? Oui, sur cette terre de France, Mgr de Laval-Montmorency, madame de la Poltrie, la mère de l'Incarnation, mademoiselle Mance ont vécu et sont morts comme des saints ; de Frontenac est venu apprendre à être grand politique et grand guerrier ; d'Iberville a su devancer les exploits de Surcouf et de Suffren. C'est d'ici que de LaMothe-Carillac, de Lassalle, les frères de la Véronière, de Luth, de Bienville sont partis pour faire leurs merveilleuses découvertes. Ici ont vécu des savants et des administrateurs : de la Galissonnière, Boucher, Talon, de Beauharnois ; des historiens : de Charlevoix, de la Potherie ; des marins : de Vaudreuil, de Vauclair, Bougainville, l'amiral Bedout ; des ingénieurs : de Léry, Villeneuve, Franquet ; des héroïnes : mademoiselle de Verchères ; des soldats : le terrible baron de Saint-Castin. Pas un pays au monde qui ne s'honorerait d'une pareille lignée, et d'ailleurs, cela ne serait-il pas qu'il faudrait encore se poser cette question : N'est-ce pas ici que quelques milliers de Français laissés à eux-mêmes ont prouvé que la France savait coloniser, et qu'ils ont su résoudre ce grand problème historique : rester homogène au milieu des éléments divers qui les enserment, et conserver parmi les idiômes, les mœurs et les religions étrangères qui les entourent, la pureté de leur foi, de leur langue et de leurs coutumes ?

Pour arriver à pareils résultats, il a fallu lutter, et le Canadien-français a dû accepter un terrain bien glissant, pour qui n'a connu que celui du champ de bataille. Il est descendu dans l'enceinte parlementaire et y a fait vigoureusement valoir ses droits. Exclue de l'administration, objet de rapports injurieux en Angleterre, en butte aux mesquines vexations de ceux qui tiennent le pouvoir et persistent à confondre une *cession* avec une *conquête*, nos ancêtres ne se laissent pas décourager. Ils appellent en Angleterre et vont au pied du trône combattre les mensonges de Mazères et de Marriott qui veulent faire disparaître notre langue, notre religion, nos lois garanties par la capitulation de Québec. Wedderburne se fait notre défenseur, mais son éloquence n'y peut rien, et c'en est fait du Canada-français, lorsque la loi des timbres et l'impôt sur le thé viennent nous sauver. La Grande-Bretagne a entendu gronder dans le lointain le tonnerre de la révolution américaine. Elle sait que le Canadien-français n'est pas un allié à dédaigner, et, redevenant magnanime par diplomatie, elle décrète que l'odieuse loi du *test* ne nous sera pas imposée, que nous serons régis par nos lois françaises, et que les nôtres seront appelés à siéger dans les con-

seils de l'Etat. Pendant ce temps-là, l'orage s'est déchainé ; Bourgoyne, l'espoir de l'Angleterre, capitule à Saratoga : le désastre de Yorktown arrive ; partout la puissance anglaise croule en Amérique, et, phénomène assez étrange, le seul coin de cette partie de l'empire colonial en révolte où soit venue se réfugier la loyauté, est ce Canada-français que l'on voulait naguère amoindrir et faire disparaître.

Malheureusement, ce dévouement ne fut pas apprécié à sa juste valeur par les Anglais. Le premier parlement canadien venait d'être élu, et, voyant une nouvelle lutte inévitable, le parti français livra bataille et remporta victoire sur la question présidentielle. Un Canadien, M. Panet, fut choisi à une majorité de dix voix, et, battu sur ce point, nos rivaux se replièrent sur un autre terrain. Ils demandèrent l'abolition de la langue française. En face de ce nouveau danger, deux des nôtres, MM. de Lotbinière et de Rochelle élevèrent la voix et plaidèrent chaleureusement la défense de ce qui était et sera longtemps encore notre orgueil. Ils parlèrent de Jersey et de Guernesey, ces petites îles de la Manche à qui l'Angleterre n'a pas osé retirer son autonomie française, et, à force d'éloquence et de persuasion, ils finirent par obtenir que dorénavant, au Canada, le français irait de pair avec la langue anglaise.

Tout était fini et chacun croyait que nous allions jouir en paix du fruit de nos luttés, lorsque débarqua sur nos rives le gouverneur anglais, Sir J. Craig. Dès ce moment, notre presse est baillonnée, nos représentants incarcérés, nos élections influencées par le gouverneur, qui, placé devant un résultat négatif, ne voit la ruine de la race française que dans l'absorption et conseille une forte émigration anglaise. Nous étions perdus et tout était à recommencer pour nous, lorsqu'au milieu de ces machinations un point noir se prit à grossir à l'horizon. L'Angleterre déclare la guerre aux Etats-Unis, et Châteauguay—comme jadis le siège de Québec en 1775—vient prouver aux Anglais qu'il vaut mieux savoir compter avec nous que d'essayer à nous détruire et à nous absorber. Depuis lors, nous avons été molestés plus d'une fois, mais nous avons protesté hautement. Nos paysans ont battu les troupes anglaises à St-Denis, le sang canadien-français a rougi, mais nous avons définitivement conquis cette liberté et cette autonomie dont nous jouissons en paix aujourd'hui. Notre objectif est maintenant réalisé et trouve dans les paroles de lord Dufferin une consécration éclatante. C'est par la bouche de son représentant officiel que l'Angleterre fait l'abandon officieux de cette politique d'absorption si chère à Sir J. Craig et si longtemps poursuivie par l'élément anglo-saxon sous différentes formes, soit par l'oppression administrative, soit par la suprématie commerciale, soit par la colonisation, l'anglicisation parlementaire, la confiscation de tous les droits politiques.

Nous nous sommes affirmés, et, Dieu merci, nous n'avons pas vu chez nous les abominations qui se sont commises en Acadie. Ce n'est pas ici qu'on se serait permis de déporter tout un peuple pour avoir le simple plaisir de distribuer ses terres à des officiers ou à des seigneurs anglais. Nos concitoyens d'origine britannique connaissaient depuis trop longtemps les qualités viriles de ceux avec qui ils vivent. Ils savent, comme l'a dit lord Dufferin, que nous rompons "la monotonie des aspects extérieurs de ce continent" et que nous représentons un passé de luttés et de droits acquis que nous ne saurions oublier.

La renonciation à la gallophobie est significative dans la bouche du représentant de ceux qui, pendant plus d'un siècle, ont personnifié en Amérique la guerre à l'élément franco-canadien. Ces sentiments ne sont plus à la mode aujourd'hui, et c'est d'en haut que part l'exemple. Lors de l'ouverture de l'Exposition de Paris, le prince de Galles ne disait-il pas :

Les anciennes divisions qui séparaient autrefois la France de l'Angleterre ne doivent plus se reparaitre. Réunies une première fois, il y a

un quart de siècle, ces deux nations se sont unies de nouveau aujourd'hui et pour toujours. Tout mon cœur est avec la France. Vous tous qui êtes présents, comme tous ceux qui me connaissent, vous savez que tous les desirs de mon cœur sont pour la grandeur et la prospérité de la France.

Ces paroles de paix et de véritable grande politique trouvent un écho empressé. Elles sont accueillies dans tous les cercles, et dernièrement, un officier anglais éminent, le colonel d'artillerie Strange, faisait—lors de la collation des diplômés de l'Université théologique protestante de Lennoxville—ces remarques si flatteuses pour la race canadienne-française :

Nous devons prendre une leçon de nos voisins les Canadiens-français : ils s'imposent n'importe quel grand sacrifice pour donner une forte instruction à leurs jeunes gens, et formant la minorité au milieu d'eux, nous devrions être certains de leur tenir tête et de ne pas perdre un pas sur eux. C'est leur énergie et leur instruction qui leur ouvrent les portes du parlement, et qui en font nos maîtres. Elargissez les horizons de votre instruction, car je n'ai jamais oui dire que ce genre de travail pût empêcher un homme de se livrer à d'autres occupations.

Devant ces éloges qui nous viennent de la royauté, du pouvoir et de l'armée, il est vrai qu'il nous faut suivre le conseil que nous donne le *Courrier des Etats-Unis*, et ne "pas trop nous enorgueillir." Mais il ne faut pas oublier non plus que tout un programme est tracé devant nous. Pour nous en rappeler, nous n'avons qu'à refaire ce que nous faisons aujourd'hui. Retournons vers notre passé, et, logiquement, nous arriverons à ces conclusions :

Restons ce que nous sommes : religieux, aimant la France, loyaux à l'Angleterre.

Continuons à causer notre belle langue : apprenons l'anglais puisqu'il le faut, mais méfions-nous du ridicule de l'anglicisation qui se glisse un peu dans notre journalisme, beaucoup au parlement, au barreau, dans nos corps de métier et dans notre marine marchande.

Moins de discussions et de gros mots dans notre presse ; moins d'ambitions mal placées ; moins d'immigration à l'étranger ; moins de luttés politiques, hélas ! trop souvent acerbes et sans résultat pratique.

Il y a mieux que cela à faire.

Evertuons-nous—malgré ce que dit le colonel Strange de notre instruction—à ne pas devenir une population de médecins, d'avocats et de notaires.

Au lieu de discuter théologie, laissons cela à ceux qui ont reçu cette mission, nous contentant de suivre la maxime du Maître qui a dit : "Aimez-vous les uns les autres."

Revenons à ce qui était la force et la gloire de nos pères. Comme eux, soyons les véritables maîtres du sol : colonisons.

Appliquons-nous à toujours rester Français par la langue, par la religion, par les manières, et donnons-nous tous la main pour réaliser l'idéal de notre gouverneur-général, le comte de Dufferin :

Je ne crois pas que l'homogénéité des races soit un bienfait sans mélange pour un pays.

Mes plus ardents desirs pour la province de Québec sont de voir sa population française jouer le rôle si admirablement rempli par la France en Europe.

FAUCHER DE SAINT-MAURICE.

On a raconté l'autre jour l'aventure singulière du prince Gortschakoff pris à la gorge par un des chiens familiers de M. de Bismarck : Le *Courrier de la Bourse* raconte comment s'est produit cet accident :

La conférence entre le prince Gortschakoff et le prince de Bismarck était terminée. Pendant leur entretien, le chien favori du chancelier allemand, grand danois noir portant le nom de *Sultan*, s'était glissé dans le salon. Le prince Gortschakoff se leva de son fauteuil pour s'en aller ; malheureusement, il fit un faux mouvement et s'affaissa. Voyant le chancelier russe étendu sur le parquet, le chien du prince de Bismarck s'élança sur lui et le saisit à la poitrine avec les dents.

La situation était critique, car le chien aurait pu faire beaucoup de mal au chancelier russe ; heureusement il ne reçut aucun mal et en fut quitte pour une terreur momentanée. *Sultan* tomba en disgrâce pendant vingt-quatre heures et reçut une correction bien méritée. Il se garda bien dorénavant d'assister aux conversations diplomatiques de son maître, et de se mêler, sans en avoir le droit, dans les débats des congrès.